



CENTRE KAIZEN

**Entreprenariat féminin :
un facteur de résilience économique
en milieu rural**



Crédit photo: SUCO

REVUE DE LITTÉRATURE

www.centrekaizen.com
Info@centrekaizenhaiti.com
509-3144-4086

Mai 2022

COPYRIGHT CENTRE KAIZEN, 2022

Les publications du Centre Kaizen jouissent de la protection du droit d'auteur en vertu du décret sur les droits d'auteurs, paraissant dans le Moniteur¹, le 12 octobre 2005. Toutefois, de courts passages pourront être reproduits sans autorisation, à la condition que leur source soit dûment mentionnée. Toute demande d'autorisation de reproduction ou de traduction devra être envoyée à l'adresse suivante:

38, Rue Metellus, Pétion-ville, complexe tropicale ou par courriel :

secretariat@centrekaizenhaiti.com. Ces demandes seront toujours les bienvenues. Les articles, études et autres textes signés n'engagent que leurs auteurs et leur publication ne signifie pas que le Centre Kaizen souscrit aux opinions qui y sont exprimées.

Ce document peut-être aussi consulté sur le site de Centre Kaizen

www.centrekaizenhaiti.com



A PROPOS DE CENTRE KAIZEN

Le Centre Kaizen est une entreprise sociale en services consultatifs sur le Genre (Égalité Femme-Homme), qui évolue dans le domaine du renforcement de capacité, la gestion et évaluation de projet ainsi que la recherche. Nous offrons des services consultatifs et assistance technique pour un développement durable, inclusif et équitable entre les sexes aux organisations multilatérales, bilatérales, gouvernementales et non gouvernementales ainsi qu'aux entreprises. Nous voulons aider ces dernières à concrétiser leur désir et leur volonté à répondre à leur responsabilité d'inclusion vers un monde plus égalitaire, en les appuyant techniquement et en utilisant des outils et des méthodes adaptées au contexte Haïtien devant les conduire à travers ce changement. Ainsi, le genre étant un sujet transversal qui touche tous les aspects de développement d'un pays. Nous contribuons à un changement structurel de la société haïtienne. Nous soutenons les institutions en leur aidant à utiliser des stratégies qui leur permettent de diagnostiquer leur situation, d'élaborer des plans d'actions, de les exécuter tout en mesurant leurs résultats.

La mission du Centre Kaizen est de permettre à chaque individu, de par son rôle, sa position ou son sexe, d'identifier, à travers un processus de changement continue dans sa façon de penser, dans son comportement, des actions concrètes, simples et peu coûteuses dans le but d'avoir une meilleure performance dans son travail et dans ses réalisations.

NOS OBJECTIFS

- Sensibiliser les institutions publiques et privées aux avantages économiques et financiers de la diversité de genre sur le lieu de travail et à la nécessité de s'engager dans un processus de diversité de genre.
- Renforcer la structure organisationnelle des institutions dans l'adoption et l'application du modèle de diversité de genre par la certification et le coaching.
- Soutenir les institutions du secteur du développement pour mettre en œuvre des projets et programmes qui visent l'autonomisation des femmes et des hommes.

Sommaire

- 1- Introduction
- 2- Mise en contexte
- 3- Situation des femmes entrepreneures en milieu rural
- 4- Chaînes de valeurs et croissance économique
 - 4.1- Quelques facteurs de réussite de l'entrepreneuriat
- 5- Système financier dans l'entrepreneuriat féminin rural
- 6- Quelques pistes de solutions
- 7- Conclusion
- 8- Bibliographie

Sigles

- BM : Banque Mondiale
- BRH : Banque de la République d'Haïti
- BIT : Bureau international du Travail
- CEC : Coopératives d'épargne et de crédit
- DHS : Demographic and Health Surveys
- EMMUS : Enquête Mortalité, Morbidité et Utilisation des Services
- GLI : Gender Lens Investing
- IHE : l'Institut Haïtien de l'Enfance
- IHSI : l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique
- IMF : Institutions de microfinances
- LNSP : Laboratoire national de santé publique
- MAECD : ministère des Affaires étrangères, du Commerce, et du Développement
- MCI : Ministère du Commerce et de l'Industrie
- MSPP : Ministère de la Santé Publique et de la Population
- PIB : Produit intérieur Brut
- RGA : Recensement général de l'agriculture
- SNIF : Stratégie nationale d'inclusion financière
- USAID : l'Agence des États-Unis pour le développement international
- UNICEF : Fonds des Nations unies pour l'enfance
- UNFPA : Fonds des Nations unies pour la population

1. Introduction

Selon les estimations du Bureau international du travail (BIT), les femmes rurales représentent un quart de la population mondiale, et 41% de la main-d'œuvre agricole mondiale, un pourcentage qui atteint 49 % dans les pays à faible revenu. D'après le rapport sur l'entrepreneuriat féminin (Global, 2020), certaines femmes choisissent l'entrepreneuriat, mais d'autres y sont à défaut de trouver un emploi stable. De plus, la situation au travail est plus contraignante pour les femmes lorsqu'elles doivent combiner famille et travail. De surcroît, on constate que plus de 50 % des femmes exercent une activité économique, principalement le commerce, la vente, le transport, l'hôtellerie, les services communautaires et l'agriculture. A l'échelle mondiale demeurent de profondes inégalités, malgré la très grande implication des femmes dans la création de richesse. Ainsi, elles effectuent 66% du travail et produisent 50% de la nourriture, selon des chiffres de l'Unicef, en 2007, repris par le Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes en 2014 (BFM, 2018). Malgré cela, elles ne perçoivent que 10% des revenus et ne détiennent que 1% de la propriété. Qu'il s'agisse d'améliorer l'éducation dans le monde en développement, de lutter contre le changement climatique à l'échelle de la planète ou de quasiment n'importe quel autre problème, renforcer le pouvoir d'action des femmes constitue un élément essentiel de l'équation. Donc, l'autonomisation des femmes est cruciale pour l'économie mondiale et toute la population, (Christine Lagarde, 2019).

Pour faire face à ce défi, les femmes se sont souvent tournées vers l'entrepreneuriat. Pour les femmes rurales, elles sont principalement dans l'informel. Elles peuvent être agricultrices, commerçantes ou détaillantes, tout en veillant au bien-être de leur famille. Tablant sur ces défaillances, il est important de poser la question suivante: Quel est le poids du rôle que jouent les femmes entrepreneures rurales dans l'économie en Haïti? Comment renforcer leur participation dans ce secteur important de l'économie nationale? Comment utiliser l'inclusion financière pour la croissance des entreprises dirigées par des femmes entrepreneures rurales? Cette revue met en lumière les retombées de l'entrepreneuriat féminin sur l'économie haïtienne en général et sur les conditions de vie des femmes rurales et propose des pistes à explorer pour appréhender de façon innovatrice et efficace ce secteur de la vie nationale.



Credit photo: SOIL HAITI

2. Mise en contexte

L'entrepreneuriat féminin peut donc être défini comme étant le processus par lequel une femme ou un groupement de femmes crée ou développe majoritairement une structure économique et sociale comprenant des moyens matériels et financiers et ayant une ou plusieurs personnes travaillant de manière organisée pour fournir des biens ou des services destinés au marché (clientèle) en vue de réaliser un bénéfice (BIT, 2010). Lorsque les femmes ont accès à plus de ressources pour prendre leur destin en main, de contribuer à l'économie de leur foyer, de leurs communautés et de leurs pays, la productivité, les résultats de développement et la performance de la communauté se portent mieux. McKinsey prévoit une croissance annuelle du produit intérieur brut (PIB) de 2,6 billions de dollars US pour l'Amérique latine en 2025, dans un monde où les femmes participent à l'économie de marché dans la même mesure que les hommes (GLI, Centre Kaizen 2021). En Haïti, d'après un rapport de Fred Doura, publié en 2018, les femmes représentent 51,8% de la population active totale, mais on retrouve beaucoup moins de femmes dans l'économie formelle (soit 41,2 %) que dans le secteur informel (soit 58,8%).

3- Situation des femmes entrepreneures en milieu rural

En effet, en Haïti, 30% de femmes travaillent dans l'agriculture de subsistance, les exploitations de petite taille, à leur compte, dans les plantations ou l'agro-industrie (BIT, 2010). En milieu rural, d'après la distribution des personnes actives par secteur d'activités économiques, les femmes rurales sont généralement impliquées dans le commerce, l'agriculture, la pêche, l'élevage, l'artisanat, entre autres. Globalement, d'après le recensement réalisé sur les entreprises en 2012 par le Ministère du Commerce et de l'Industrie (MCI), les femmes sont particulièrement perçues dans l'achat et la vente de produits (67%), le tourisme (63%), la fabrication de produits par exploitation de ressources (36%), l'artisanat utilitaire (33,5%), la transformation de matière première (30,8%). Les autres secteurs identifiés représentent chacun moins de 2% (Artisanat utilitaire : 1,4%, fabrication de produits par exploitation de ressources : 0,8%). (Louis, 2015)

En Haïti, environ 40% des femmes entrepreneures en milieu rural travaillent dans l'agriculture ; Plus de 25% de la population rurale s'adonnent au commerce, dont 77,5% sont des femmes ; 26% d'entre elles sont généralement des chefs de ménage monoparentales (Fred Doura, 2018). Elles se positionnent comme les principaux agents de commercialisation assurant la distribution des produits d'un marché à l'autre, au niveau rural, urbain, et certaines fois au niveau international (BIT), 2010). Cependant, lorsqu'elles veulent s'engager dans la vie économique, les femmes des régions rurales se heurtent à des obstacles en raison de la discrimination fondée sur le genre et les normes sociales, de leur participation disproportionnée au travail non rémunéré, ainsi que de l'accès inégal à l'instruction, aux soins de santé, à la propriété, aux sources de financement et aux autres services. (BIT, 2018).

4. Chaînes de valeurs et croissance économique

Dans les milieux agricoles, le concept de chaîne de valeur décrit des approches cherchant à améliorer les perspectives commerciales des producteurs et productrices et à accroître leurs marges bénéficiaires. Une chaîne de valeur se distingue par les relations coordonnées, tenant compte que chaque étape est source de valeur ajoutée et le marché final visé est bien défini (Spore, 2018).

Les maillons d'une chaîne de valeur agricole peuvent être des fournisseurs d'intrants, des producteurs et productrices, des transformateurs et formatrices, des sociétés d'emballage, des sociétés financières, de transport, de conditionnement, d'étude de marché ou de publicité, des distributeurs et distributrices, des vendeurs et vendeuses – tous les acteurs et toutes les actrices qui se succèdent tout au long de la vie d'un produit, depuis son origine jusqu'au consommateur et consommatrice. (Spore, 2018).

Le secteur agricole en Haïti qui représente environ 20% du PIB, emploie plus de 50 % de la population active et représente la majorité des revenus dans les zones rurales d'Haïti. Cependant, le secteur dans son ensemble est limité par une faible productivité, en grande partie parce que les superficies agricoles moyennes sont petites et fragmentées (FAO, 2011). Globalement, d'après le recensement réalisé sur les entreprises en 2012 par le Ministère du Commerce et de l'Industrie (MCI, 2012), seulement 20% des terres arables sont exploitées par les femmes, 25% des exploitations sont gérées par des femmes avec une taille moyenne de l'exploitation de moins d'un hectare (0,74 ha pour les femmes, contre 0,99 ha pour les hommes).

La plupart des études comparatives ont établi que les améliorations de l'égalité entre les sexes et la croissance économique peuvent se renforcer mutuellement. Les rôles des femmes et des hommes dans la chaîne de valeur ne sont pas similaires, car, les femmes, contrairement aux hommes, sont confrontées à des défis dans le segment de la chaîne de valeur agricole.

Ces défis incluent un accès insuffisant aux intrants tels que les semences et les engrais, et un accès limité aux infrastructures d'irrigation (Louis, 2015).



Credit photo : RFI

Cependant, malgré cet écart au niveau des chaînes de valeurs, les pertes affectent à la fois les hommes (en tant que producteurs primaires) et les femmes (en tant que principales commerçantes). Les femmes, dans leurs rôles de commercialisation, le long des chaînes de valeur agricole, se retrouvent souvent en tant qu'intermédiaires et détaillants dans les circuits formels et informels. Elles facilitent la distribution de produits agricoles (alimentaires et non alimentaires) sur les marchés locaux. L'un des intermédiaires incontournables du circuit de commercialisation des produits vivriers sont les *Madan Sara*². Elles sont des agentes de contact entre les consommateurs et consommatrices urbain.e.s et les producteurs et productrices en milieu rural. Néanmoins, elles sont confrontées à des difficultés majeures par rapport à l'accès aux ressources productives, aux marchés plus larges, à une intégration limitée dans les chaînes de valeur alimentaire, et à un accès incertain aux programmes d'alimentation scolaire. De plus, elles sont entravées par l'incapacité de posséder ou de contrôler la terre, le manque de temps causé par la division inégale du travail domestique et l'accès limité au capital et au crédit (Global 2020).

Selon la (FAO, 2011), les femmes constituent 43% de la main-d'œuvre agricole et sont fortement impliquées dans la production de cultures vivrières et de rente à l'échelle mondiale, ainsi que les pêches, la foresterie et l'élevage. Cette disparité entre les sexes représente donc une occasion manquée d'assurer à la fois le développement durable du secteur agricole et une meilleure sécurité alimentaire et nutritionnelle pour tous (FAO, 2011). Il est donc important de favoriser l'égalité des sexes et de développer des chaînes de valeur durables comme étant des objectifs interdépendants.

4.1- Quelques facteurs de réussite de l'entrepreneuriat

Selon le rapport de Eunide Louis (Louis, 2015), Les écarts entre les sexes en matière d'accès à l'entrepreneuriat sont notamment:

1. Le capital financier

- Cela constitue l'ensemble de ressources financières dont disposent les femmes entrepreneures, provenant de différentes sources : épargne propre, crédit, subventions, prêts. Les données montrent que beaucoup plus de femmes que d'hommes se tournent vers les institutions de microfinance et ont accès au crédit. Cependant, le montant moyen des crédits attribués aux femmes est moindre que celui attribué aux hommes. (Louis, 2015)

2. Le capital humain

- Cela renvoie au savoir, savoir-faire, savoir-technique, à la maîtrise de l'ensemble des pratiques, comportements et règles admises par la société (Louis, 2015), selon les interprétations de L'EMMUS VII³.

3. Le capital social

- Cela permet de prendre en compte les ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un réseau durable de relations ou, en d'autres termes, à l'appartenance à un groupe constitué d'agents unis par des liaisons permanentes et utiles. Les profits que procure l'appartenance à un groupe sont au fondement de la solidarité qui les rend possibles. (Louis, 2015)

5.- Système financier dans l'entrepreneuriat féminin rural

La Stratégie nationale d'inclusion financière (SNIF) cible en particulier les groupes vulnérables tels que les petits agriculteurs et les petites agricultrices, les femmes, les haïtien.ne.s vivant dans des zones éloignées et les travailleur-se.s migrants. L'inclusion financière telle que définie par le Rapport sur le développement dans le monde de 2014 (Banque mondiale, 2013), fait référence à la proportion d'individus et d'entreprises qui utilisent des services financiers. Selon les résultats de l'enquête, 27,5% de la population possède actuellement un compte financier. 21,5 % des haïtiens adultes indiquent posséder un compte chèque ou d'épargne dans une banque ou une coopérative financière. La population urbaine dépose principalement ses économies sur des comptes financiers, alors que dans les zones rurales, et, parmi les personnes ayant un niveau de faible revenu, les formes d'épargne informelles comme les micro-finances prévalent (Banque mondiale, 2013).



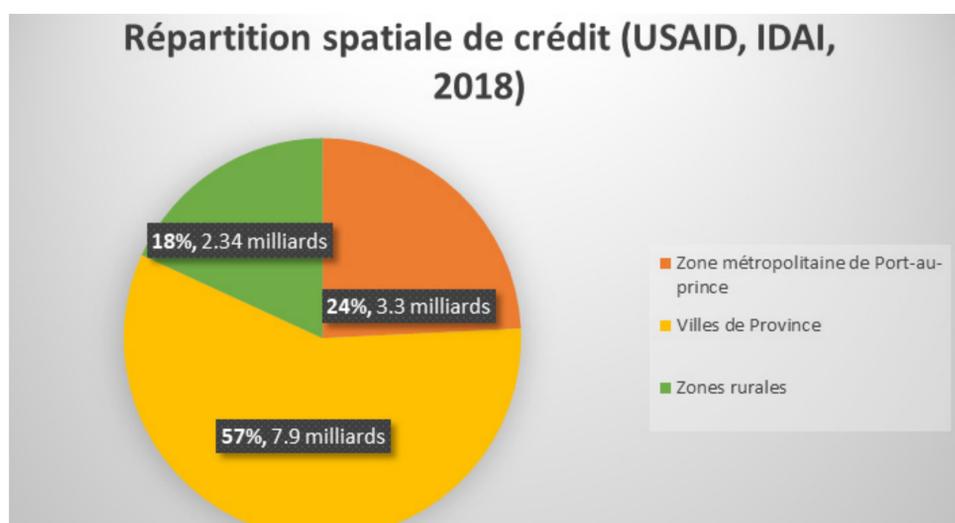
Credit photo : SOIL HAITI

²Les "Madan sara" tirent leur nom d'un oiseau jaune (famille des passereaux) qui est très actif, bruyant et très mobile à l'instar des femmes marchandes qui achètent ou vendent leurs marchandises au rythme de leurs déplacements, qui peuvent se faire de la campagne vers la ville, mais aussi d'Haïti vers l'extérieur. Les marchandes dites "Madan Sara" jouent un rôle prépondérant dans l'économie du pays, particulièrement, dans le secteur commercial informel.

Selon un circulaire de la Banque de la République d'Haïti (BRH), sorti en 2018, la microfinance se définit comme le secteur qui regroupe les dispositifs d'allocation de crédits de faible montant à des personnes à faible revenu, leur permettant ainsi de créer et de gérer leurs microentreprises. Elle a pour objectif de fournir des services financiers aux personnes à faible revenu ou à celles qui sont exclues du système financier formel (BRH, 2018). D'après la revue FinScope 2018 de la BRH, environ 6% d'adultes haïtiens utilisent actuellement les services des microfinances. Soit 45% de femmes. (FinScope Haïti, 2018). Ils sont classés suivant trois groupes :

- » Les institutions de microfinance mutualistes ou coopératives
- » Les institutions de microfinance non-coopératives
- » Les mutuelles de solidarité (USAID, DAI, 2018)

D'après un rapport de recensement de l'USAID, les Institutions de microfinances (IMF) sont au nombre de 67 et tournent autour de quatre réseaux, réparties en 55 Coopératives d'épargne et de crédit (CEC). Pour ces 67 IMF, on compte 3 887 employés dont 2624 hommes (67.5%) et 1263 femmes (32.5%) (USAID, DAI, 2018). Il est vrai que le pourcentage de femmes est faible, mais cela constitue une amélioration importante par rapport à la prédominance du personnel de sexe masculin reflété dans ce rapport de recensement pour les filiales des banques (GLI, Centre Kaizen 2021).



» Blocage financier des entrepreneures en milieu rural

Le financement demeure, l'un des principaux freins au développement de la production agricole en Haïti. Ce qui explique qu'un faible pourcentage de portefeuilles de crédit des banques et autres institutions financières soit alloué au développement de l'agriculture.

Les banques sont peu implantées dans les zones rurales. Bien que les institutions financières aient renforcé l'accès à la micro-finance dans de nombreux pays, les prêts sont rarement assez importants pour permettre une croissance substantielle des entreprises (USAID, DAI, 2018). La circulaire 113 qui est un outil de la Banque de la République d'Haïti (BRH) destiné à inciter les acteurs de toute la chaîne de valeur du secteur agricole à relancer la production sur l'ensemble du territoire.

Elle vise à faciliter l'accès au crédit aux entrepreneurs du secteur agricole à des taux d'intérêt ne dépassant pas 6% l'an (circulaire 113, BRH). L'accès limité aux services financiers et d'entreprises affecte la croissance des entreprises des femmes en milieu rural. Selon la revue Investir dans une perspective genre publiée par Centre Kaizen en 2021, malgré la sous-estimation de leur contribution économique, les femmes assurent la résilience de l'économie haïtienne (GLI, Centre Kaizen 2021). En effet, selon le recensement de l'industrie de la microfinance en Haïti, produit par l'USAID et implémenté par DAI en 2018, les femmes prédominent la clientèle du secteur de la microfinance en Haïti, elle est estimée à près de 77 %.



Credit photo: Soil Haiti

L'offre de crédit en milieu rural par les IMF non-coopératives est évaluée à un montant de 90 millions de Gourdes par année, ce qui représente environ 20% du portefeuille de ces institutions.

³Enquête Mortalité, Morbidité et Utilisation des Services (EMMUS-VI) est un rapport qui présente les indicateurs clés de l'Enquête Mortalité, Morbidité et Utilisation des Services (EMMUS-VI 2016-2017) réalisée en Haïti de novembre 2016 à avril 2017 pour le Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP), par l'Institut Haïtien de l'Enfance (IHE), en collaboration de l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI). L'EMMUS VI a été réalisé avec l'appui financier de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) à travers ICF, du Gouvernement du Canada accordé par l'entremise du ministère des Affaires étrangères, du Commerce, et du Développement (MAECD), du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), du Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA), de la Banque mondiale à travers le projet PASMISSE, et du Fonds Mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme, à travers PSI/OHMaSS. D'autres institutions ont également apporté leur expertise à la réalisation de cette opération, en particulier, le Laboratoire national de santé publique (LNSP) pour la réalisation des tests du VIH. Elle a aussi bénéficié de l'assistance technique de l'ICF par le biais du programme Demographic and Health Surveys (The DHS Program), financé par l'USAID. Ce rapport présente les taux de fréquentation scolaire par sexe et l'indice de parité entre les genres pour les niveaux primaire et secondaire. Au niveau primaire, l'indice de parité est d'environ 1,0 ce qui indique une fréquentation scolaire à peu près les mêmes pour les filles et les garçons du même âge. Au niveau secondaire, l'indice de parité de 1,35 montre une discrimination positive pour les filles de 12-17 ans dont 29 % sont scolarisées contre 22 % pour les garçons du même âge. (Louis, 2015)

En 2008, les institutions financières qui ont consenti des prêts au secteur agricole ont connu des pertes considérables suite aux quatre ouragans qui ont ravagé Haïti. Ces institutions ont indiqué qu'elles ne souhaitaient pas revenir dans le marché des prêts agricoles à moins que des mécanismes d'assurances et de garanties ne soient mis en place afin d'atténuer les risques encourus. Même si les autorités haïtiennes ont fait des efforts considérables pour développer et mettre en œuvre des mesures pour augmenter l'accès aux services financiers de la population haïtienne qui s'inscrivent dans le cadre de la Stratégie nationale d'inclusion financière (SNIF), formulée en 2013 avec le soutien de la Banque mondiale. Cependant, plusieurs aspects en matière de finance représentent des limites ou contraintes au développement de l'entrepreneuriat par les femmes. Les principaux aspects sont :

- L'accès au financement,
- La constitution du capital de démarrage et de développement (mode/source de financement : combinaison de fonds propres + autres sources);
- Les attentes des acteurs et/ou organismes emprunteurs;
- Situation précaire qui conduit à s'intéresser à la création d'entreprise;
- La qualité du risque de crédit que les femmes représentent et les difficultés particulières rencontrées pour l'obtention des fonds requis;
- Les demandes de garanties exigées par les banques même lorsqu'il s'agit de « petits prêts »; la non maîtrise par les femmes du système financier (produits/condition de prêts);
- Manque de contacts/réseaux pour aider les femmes à accéder aux marchés financiers. (BM, 2017)

6. Quelques pistes de solutions

Le point de départ essentiel pour encourager l'esprit d'entreprise des femmes est la création, la promotion d'une culture d'entreprise, d'un environnement favorable aux entreprises qui s'attaquent aux obstacles à l'accès au financement et aux problèmes de diversité de genre, (OIE, 2014). Il est primordial aussi que l'accès aux interventions de renforcement du pouvoir économique des femmes des milieux ruraux soit équitable afin de freiner la féminisation de la pauvreté en Haïti, pour réduire les inégalités entre les zones urbaines et les zones rurales et pour permettre aux plus démunies de vivre dans la dignité.

Les interventions peuvent être canalisées dans le sens du :

» Renforcement de capacité financière des femmes entrepreneures

Les femmes entrepreneures pour faire face à l'incertitude quotidienne, aux opportunités d'affaires ponctuelles, ont souvent des besoins urgents de liquidité. Aussi, il importe d'élargir les programmes d'épargne et de prêt communautaire qui sont accompagnés de compétences financières, de formation et d'encadrement en affaires et de développement du leadership en ciblant les vendeurs des marchés locaux et à la fois «petits» et «grands» Madan Sara. Étant donné leur rôle essentiel dans le système du marché intérieur, ces programmes devraient s'aligner sur le nouveau plan national d'éducation financière, soit la SNIF qui repose sur quatre principaux piliers :

- » La disponibilité de services financiers responsables pour faciliter l'inclusion et la réduction de la pauvreté;
- » L'accès au crédit pour favoriser la croissance économique;
- » Un accès géographique aux services financiers améliorés;
- » Une meilleure éducation financière et protection du consommateur, des infrastructures et des institutions renforcées.



Credit photo: Jean-Elie Paul

» Renforcement des associations de femmes entrepreneures

Il est nécessaire de définir des stratégies visant à regrouper les femmes entrepreneures en créant des plateformes afin qu'elles puissent bénéficier (femmes rurales ou urbaines), de certaines informations et compétences dans le secteur de l'entrepreneuriat. Aussi, en intégrant des formations et la sensibilisation des femmes à l'auto-développement et à l'esprit coopératif et l'esprit d'équipe (GLI, Centre Kaizen 2021).

» Méthodologie GLI: pour un renforcement de capacité intégrale des femmes entrepreneures

Les acteurs peuvent intégrer la méthodologie Investir dans une perspective genre ou en anglais (Gender Lens investing) qui est une stratégie d'investissement qui traverse les catégories d'actifs et qui cherche à remédier aux disparités entre les sexes de manière intentionnelle et mesurable et/ou à examiner la dynamique des sexes pour mieux éclairer les décisions d'investissement (IDB Invest, 2019).

7.- Conclusion

Les facteurs limitant l'entrepreneuriat féminin, particulièrement en milieu rural, ont des facettes multiples et sont interdépendants. Dans ce contexte de fragilité socio-politique et environnementale, il importe de prendre diverses mesures devant leur donner accès à la formation, aux compétences et aux services financiers. Les acteurs du développement durable doivent agir afin de concrétiser les divers engagements pris en faveur de l'égalité entre les sexes. L'encadrement des initiatives menées par les femmes entrepreneures, principalement celles en milieu rural et l'intégration des considérations de genre dans le développement des chaînes de valeur agroalimentaires sont non seulement nécessaires en termes de droits humains, mais c'est aussi un préalable à la croissance économique durable notamment dans le contexte environnemental haïtien.

» Investir dans une perspective Genre (GLI)

Les objectifs du GLI	Les résultats
Augmenter le capital pour les solutions portées par les femmes et les solutions pour résoudre les défis qui affectent les femmes.	Les entreprises dirigées par des femmes se développent et prospèrent.
Identifier et réduire les préjugés sexistes dans la prise de décision en matière d'investissement; et aborder les normes de genre influençant négativement la prise de décision en matière d'investissement.	Davantage d'entreprises et d'investisseurs parviennent à l'égalité des sexes sur leur lieu de travail.
Améliorer la diversité des genres et la présence des femmes dans les équipes de direction des entreprises d'investissement.	Les entreprises soucieuses de l'égalité des sexes se développent et prospèrent.
Contribuer à la réalisation de l'ODD 5 : Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles.	Les entreprises dirigées par des femmes qui apportent des solutions et ont un impact bénéficiaire seraient certainement d'un investissement plus important.



8.- Bibliographie

- (BIT), J. S. (2010). Resources on cooperatives and women's employment and entrepreneurship (Genève).
- BIT. (2018). Donner des moyens d'action aux femmes dans l'économie rurale.
- BM. (2017). Capacité et inclusion financière en Haïti.
- BFM. (2018). Retrieved from <https://www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/pied-de-page/ressources/reperes-statistiques/?-filter=31>
- Circulaire 113, Banque de la République d'Haïti)
- Doura, F. (2018). Situation de la femme haïtienne, ses besoins, droits et responsabilités. Retrieved from https://www.cresfed-haiti.org/IMG/pdf/08.-_condition_feminine.pdf
- FAO. (2011).
- FAO. (2013). Food wastage footprint. Impacts on natural resources. Summary Report. Rome. Retrieved from <http://www.fao.org/docrep/018/>
- FAO. (2018). Developing gender-sensitive value chains: guidelines for practitioners. Rome.
- FAO. 2011. La Situation de l'alimentation et de l'agriculture 2010-2011. Le rôle des femmes dans l'agriculture: combler le fossé entre les hommes et les femmes pour soutenir le développement. Rome. <https://www.fao.org/3/i2050f/i2050F.pdf>
- FIDA. (n.d.). Programme d'options Stratégiques pour le pays axé sur les résultats. Document de pays, Haïti. Retrieved from <https://www.ifad.org/fr/web/operations/w/pays/haiti>
- FinScope (Haïti,2018) Enquête Consommateur Les Tendances
- Global, B. (2020). USAID/Haiti Strategic Framework Gender Analysis.
- IDBINVEST. (2019). Gender Lens Investing:How Finance Can Accelerate Gender Equalityin Latin America and the Caribbean.
- MICT. (2012). Recensement Général de l'Agriculture (RGA)/Synthèse Nationale des Résultats. Retrieved from http://agriculture.gouv.ht/view/01/IMG/pdf/Resultats_RGA_National_05-11-12.pdf
- McKinsey. (2015). Women matter: A Latin American perspective: unlocking women's potential to negate corporate performance.
- Laboratoire d'innovation pour l'égalité des sexes en Afrique (Lab-GIL), Pôle mondial d'expertise Finance, compétitivité et innovation de la BM. (n.d.). Les Bénéfices de la Parité| Libérons le potentiel de l'entrepreneuriat féminin en Afrique.
- Louis, E. (2015). Diagnostic de l'entrepreneuriat féminin en Haïti. PANSEH, Stratégie EFH.
- (OCDE, 2011, Document sur l'autonomisation économique des femmes)
- OIE. (2014). WOMEN'S ECONOMIC EMPOWERMENT.
- Revue GLI, Centre Kaizen (2021). Gender Lens Investing (GLI).https://centrekaizenhaiti.com/uploads/documents/Investir%20dans%20une%20perspective%20genre_GLI_%20Centre%20kaizen_%20Avril%202021.pdf
- Spore. (2018, juillet). Spore Magazine. Le magazine du développement agricole et rural des pays ACP. Retrieved from https://publications.cta.int/media/publications/downloads/1693_PDF.pdf
- USAID Invest. (2019). ADVANCING WOMEN'S EMPOWERMENT THROUGH GENDER-LENS INVESTING.
- USAID, IDAI. (2018). RECENSEMENT DE L'INDUSTRIE DE LA MICROFINANCE EN HAÏTI.

Nous contacter